

***PROGRAMME SOCIETE CIVILE DE LUTTE CONTRE
LA PAUVRETE ET GOUVERNANCE***

**PROGRAMME D'ACTIVITES
DE LA DEUXIEME ANNEE**

CELLULE NATIONALE DU SENEGAL

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

I – DESCRIPTION DU PROGRAMME

- 1.1 – Historique
- 1.2 – Objectif de développement
- 1.3 – Objectifs spécifiques
- 1.4 – Stratégie

II – LA CELLULE NATIONALE

- 2.1 – Présentation
- 2.2 – Mandat de la Cellule Nationale
- 2.3 – Programme d'activités de la Cellule Nationale
 - 2.3.1 – Programme d'activités de la composante « Observatoire des tendances »
 - 2.3.2 – Programme d'activités de la composante « Echange entre associations à la base »
 - 2.3.3 – Programme d'activités de la composante « formation, dialogue social et politique »

III – ACTIONS DE LA DEUXIEME ANNEE

- 3.1 – Fonctionnement
 - 3.1.1 *Ressources humaines*
 - 3.1.2 *Equipement*
 - 3.1.3 *Charges récurrentes*
 - 3.1.4 *Coordination, suivi et évaluation*
- 3.2 Activités
 - 3.2.1 *Observatoire des tendances*
 - 3.2.2 *Echange à la base*
 - 3.2.3 *Sensibilisation / Dialogue Social et politique*
 - 3.2.4 *Tableau récapitulatif*

IV – BUDGET

- 4.1) Budget détaillé de l'année 2
- 4.2) Budget de synthèse de l'année 2
- 4.3) Budget total (année 1 et 2)
- 4.4) Commentaires

INTRODUCTION

Ce programme fait suite au programme régional «renforcement de la collaboration ONG / GOUVERNEMENT / PNUD» commencé en 1990. Les résultats de l'évaluation réalisée en 1994 ont révélé l'importance d'une telle initiative dont l'expérience de terrain et le momentum engendrés sont consolidés à travers un nouveau programme : «Programme Régional de Renforcement de la Société Civile pour la Réduction de la Pauvreté, RAF/95/009».

En mettant en place ce programme, le PNUD tient compte de sa responsabilité à développer ses relations avec les Organisations de la Société Civile (OCS) et à faire des efforts de reconceptualisation du développement en intervenant entre autre, sur l'amélioration du dialogue gouvernement / société civile ; lequel dialogue facilitera la prise en compte par les décideurs des priorités au développement des populations à la base. Tout cela, en vue d'un développement humain durable.

I/ DESCRIPTION DU PROGRAMME (RAF 95/009)

1.1) *Historique*

A l'origine le Programme RAF/95/009 est un programme régional qui couvre 15 pays de l'Afrique Sub-Saharienne, lesquels se répartissaient dans trois sous régions :

- **Sous région Afrique de l'Ouest** : Mali, Guinée, Burkina Faso, Nigéria, Sénégal ;
- **Sous région Afrique de l'Est et Australe** : Zimbabwe, Afrique du Sud, Ouganda, Malawi, Mozambique et Kenya ;
- **Sous région Afrique Centrale** : Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo et Rwanda.

Pour atteindre les objectifs du programme, trois composantes ont été mises en place pour l'Afrique de l'Ouest :

- La composante « Echanges entre associations à la base » gérée par la Fondation Rurale pour l'Afrique de l'Ouest ;
- la composante «Formation, dialogue social et politique » gérée par ENDA Tiers Monde ;
- la composante «Observatoire des tendances et dynamiques sociales» gérée par le CODESRIA.

ENDA et FRAO assurent le secrétariat sous régional chargé de la coordination des activités au niveau de la sous région Afrique de l'Ouest.

Les Cellules Nationales présentes dans 15 pays ont pour fonction principale d'assurer au niveau national la mise en œuvre de la coordination du programme. Ces dernières regroupent des organisations de la Société Civile locale, le PNUD, les autres bailleurs de fonds impliqués et le Gouvernement.

Pour des raisons internes, le PNUD (New York) a suspendu le financement du Programme Régional, dans le cadre de sa restructuration. Les Cellules Nationales, qui se sont approprié cet important programme de la société civile dans la lutte contre la pauvreté, continuent à bénéficier du soutien financier des bureaux locaux du PNUD dans les pays concernés.

C'est ainsi qu'au Sénégal, la Cellule Nationale qui a bénéficié d'un financement de 100 000 \$ du PNUD sur deux ans par l'intermédiaire du Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PELCP) a poursuivi ses activités par la mise en œuvre d'un important programme, sur la base de la première tranche de son financement qu s'élève à 50 000 \$ et qui arrive à échéance le 30 septembre 2000.

Dans le cadre du débloqué de la deuxième tranche de 50 000 \$ qui prend effet à compter du 1^{er} octobre 2000, le présent programme d'activités est transmis au PNUD en même temps que le rapport annuel et les pièces justificatives des dépenses de la première année.

Notons que sur le plan sous régional, les différentes instances du programme (secrétariat sous régional et cellules nationales) continuent à oeuvrer pour le maintien de la cohérence du programme global, par la recherche de financement auprès du PNUD et des autres partenaires au développement.

A cet effet, une délégation du secrétariat sous régional et des cellules nationales a déjà rencontré le Représentant Résident du PNUD à Dakar qui a fait montre d'une grande disponibilité pour la poursuite des négociations en vue d'un soutien du PNUD à un programme redimensionné au plan sous régional, pour le compte de la société civile dans la lutte contre la pauvreté.

1.2) *Objectif de développement*

Renforcer les sociétés civiles en Afrique sub saharienne en :

- contribuant à l'émergence, l'élaboration et à la production par les populations à la base, les ONG et associations de visions, de politiques, de stratégies et d'approches participatives ;
- contribuant à la mise en place d'un environnement législatif au niveau national, favorisant un dialogue permanent et durable entre société civile et décideurs nationaux.

1.3) *Objectifs spécifiques*

- Rendre disponible aux organisations de la société civile des outils d'analyse des méthodes et moyens de contribuer à l'élaboration des politiques de développement ;
- à travers des échanges, viser à l'harmonisation entre les dimensions micro et macro du développement ;
- mettre en place des «formes volontaires de négociations sociales» donc augmenter le capital social des populations à la base en renforçant leur capacité de concertation, de coordination, de partenariat et de plaidoyer.

1.4) *Stratégie*

La stratégie utilisée passe par la mise en place d'un environnement institutionnel et législatif au niveau national qui va favoriser un dialogue permanent et durable entre les organisations de la société civile et des décideurs nationaux.

III/ LA CELLULE NATIONALE DU SENEGAL

2.1) *Présentation*

La Cellule Nationale du Sénégal regroupe les organisations de la Société Civile que sont les ONG, les associations de droits de l'homme, les syndicats, les organisations paysannes, les associations et fédérations d'associations de femmes, les associations de jeunesse.

Le programme RAF/95/009 vient en complément au Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PELCP) que le Gouvernement met en œuvre avec l'appui du PNUD et dont les objectifs visent à :

- améliorer les conditions de vies des populations les plus démunies ;
- allouer l'essentiel des ressources aux populations les plus pauvres ;
- maîtriser leur existence de façon durable ;
- assurer un accès plus facile aux biens et moyens de production ;
- garantir la sécurité alimentaire.

En prenant en charge le renforcement de la société civile par la formation et la sensibilisation des décideurs de la société civile, le programme d'activités de la Cellule Nationale s'insère harmonieusement dans le PELCP, notamment de par sa composante formation, dialogue social et politique.

La démarche et les axes d'intervention du PELCP qui associent les organisations à la base et les ONG, les collectivités locales et la société civile sont en parfaite complémentarité avec le programme RAF/95/009.

2.2) *Mandat de la Cellule Nationale*

La Cellule Nationale est la cheville ouvrière du programme. Elle est chargée de la gestion, de l'administration et du suivi au niveau national, elle doit :

- identifier les membres de la société civile ;
- définir et mettre en œuvre le programme d'activités des 03 composantes, au niveau national ;

- effectuer le lobbying du programme pour la recherche de partenariat
- mettre sur pied un réseau ouvert ;
- veiller à une bonne harmonisation entre les trois composantes.

Ce document présente le programme d'activités et les besoins en fonctionnement de la Cellule Nationale en indiquant les moyens (matériels, humains et financiers) requis.

2.3) *Programme d'activités de la Cellule Nationale*

Rappelons que la Cellule Nationale est le lieu privilégié de formulation des préoccupations pouvant aboutir à commanditer des études complémentaires, la formulation et la mise en œuvre des programmes d'échanges et de formation ; de dialogue social et politique. La première étape de mise en œuvre du programme a été d'identifier suivant des critères d'éligibilité une structure pouvant jouer le rôle d'hôte de la Cellule Nationale.

Le Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD) a donc été choisi au Sénégal pour abriter la Cellule Nationale. A ce titre, le CONGAD a reçu du PNUD la première tranche du financement et les activités ont effectivement démarré depuis octobre 1999.

La Cellule Nationale constitue aujourd'hui une force vive de la Société Civile au service de la lutte contre la pauvreté. Elle s'est appropriée ce programme du PNUD et réalise des activités pertinentes.

Les acquis sont importants et se traduisent notamment, par une mobilisation de la société civile autour d'un idéal commun de lutte contre la pauvreté. Sur cette base, la Cellule Nationale envisage l'avenir avec optimisme par l'extension de ses activités basées sur la concertation de tous les acteurs de développement de la société civile. Cette démarche unitaire est d'autant plus nécessaire que la plupart des partenaires au développement inscrivent désormais leurs actions de développement dans un processus participatif qui implique la société civile qui devient de ce fait un partenaire incontournable aux côtés de la puissance publique.

2.3.1)) Programme d'activités de la composante «observatoire des tendances»

Objectif général

Renforcer les capacités des Organisations Communautaires de Base (OCB) afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de partenaires véritables en participant à la prise de décision dans l'élaboration des politiques et programmes de développement.

Objectifs spécifiques

- Dresser une situation de référence ;
- connaître les tendances économiques, sociales et politiques caractérisant le pays ;
- communiquer et diffuser les résultats des études sous une forme et un langage accessibles pour les parties prenantes.

Stratégie

Des études seront menées pour permettre à la Cellule Nationale de disposer d'outils d'analyse qui alimenteraient le travail dans les autres composantes.

2.3.2)) Programme d'activités de la composante «Echanges entre associations à la Base»

La composante «Echanges à la base» vise les objectifs suivants :

- renforcement des cadres de concertation durables et autonomes pour les organisations et fédérations paysannes ;
- favoriser les échanges d'expériences au niveau des OB et ONG.

L'intérêt majeur pour les organisations de la société civile sera une nouvelle perception pratique des relations micro/macro. Ainsi les associations de base devront dresser le tableau de leurs préoccupations, la formulation intégrée des priorités et l'établissement de leur plate forme de négociation.

2.3.3)) Programme d'activités de la composante «Formation, Dialogue social et Politique »

Objectif général

La composante «formation /sensibilisation» vise essentiellement une meilleure articulation macro/micro et la réduction du GAP qui existe entre les besoins réels des populations et les propositions faites par les autorités, les agences de coopération et même certaines ONG.

Objectifs spécifiques

Pour atteindre ces objectifs visés, une série de formation et d'actions de sensibilisation des décideurs se tiendront pour :

- aider à une meilleure compréhension et analyse de la pauvreté ;
- développer des interventions participatives pour lutter contre la pauvreté ;
- favoriser l'élaboration de politique, de cadres législatifs et d'outils appropriés.

De manière plus spécifique, des activités de formation / sensibilisation seront organisées à l'intention des acteurs clé que sont les décideurs, les parlementaires et les professionnels de la communication. Ces sessions seront organisées sous forme d'atelier de réflexion ou d'échanges d'expériences entre acteurs.

III/ ACTIONS DE LA DEUXIEME ANNE

3.1) Fonctionnement

3.1.1) Ressources humaines

Un Coordonnateur permanent est chargé de la coordination des activités de la cellule nationale.

3.1.2) Equipement

Aucun équipement n'est prévu pour la 2^{ème} année

3.1.3) Charges récurrentes de fonctionnement

Il s'agit essentiellement des charges concernant le téléphone, l'électricité, l'eau et les consommables.

3.1.4) Coordination, suivi et évaluation des activités

Elle concerne les réunions préparatoires, les missions d'identification, de suivi et d'évaluation.

3.2) Activités

Le programme d'activités de la deuxième année tire sa source tout comme celui de la première année, du programme global de la Cellule divisé en trois composantes :

- Observatoire des tendances ;
- Echange entre associations à la base ;
- Formation, dialogue social et politique.

3.2.1) Observatoire des tendances

Une seule activité est prévue dans le cadre de cette composante pour la deuxième année du programme. Il s'agit d'une étude qui se présente comme suit :

3.2.1.1) Objectif

«Connaître les tendances économiques, sociales et politiques » qui caractérisent notre pays.

3.2.1.2) Activités

- Production d'analyse sur les tendances économiques, sociales et politiques en relation avec la pauvreté et identification des questions critiques nécessitant des analyses et des recherches prioritaires. Par exemple : Quelles sont les principales activités économiques dans lesquelles les pauvres s'orientent ? Quelles sont les déviations sociales auxquelles sont confrontés les pauvres ? Quels sont les comportements politiques des pauvres ?
- Définition des lignes d'action afin de renforcer la société civile et les actions de développement participatif.

3.2.1.3) Résultats attendus

Une évaluation critique des politiques nationales de développement et d'une étude sur l'analyse des comportements face aux politiques macro économiques.

Une étude sur la société civile : structuration, capacité constitutionnelle, financement, mise en réseau et perception, besoins en formation.

3.2.1.4) Cibles

Gouvernement, partenaires institutionnels (bailleurs de fonds, structures d'appui au développement local, collectivités locales, partis politiques, société civile).

3.2.2) Echange entre associations à la base

Deux activités sont prévues dans le cadre de cette composante pour la deuxième année. Il s'agit du forum national des syndicats et de la rencontre avec les coalitions régionales dans les dix régions du Sénégal.

3.2.2.1) Forum national des syndicats

3.2.2.1.1) Objectif

Favoriser les échanges à la base (leaders) entres organisations de même catégorie sociale, socio professionnelle.

3.2.2.1.2) Activités

Forum national des syndicats

3.2.2.1.3) Résultats attendus

- Echanges d'expériences entre organisations syndicales
- Renforcement des capacités de négociation et de plaidoyer.
- Document de propositions et recommandations des syndicats pour l'amélioration des politiques socio économiques des pouvoirs politiques.

3.2.2.1.4) Cibles

Leaders d'organisations syndicales du Sénégal (30).

3.2.2.2) Rencontre avec les coalitions régionales des dix régions du Sénégal

3.2.2.2.1) Objectif

Finaliser la mise en place des coalitions régionales

Favoriser les échanges entre les organisations de la société civile membres des coalitions régionales

Identification des activités des coalitions régionales

3.2.2.2.2) Résultats attendus

- Les coalitions régionales sont en place et fonctionnent régulièrement
- Le cadre de concertation permet aux OSC d'échanger d'expérience et d'élaborer des stratégies communes de bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté ;
- Des activités sont identifiées par les coalitions régionales.

3.2.2.2.3) Cibles

Les 10 coalitions régionales composées des organisations de la société civile.

3.2.3) Sensibilisation , dialogue sociale et politique

Trois activités sont prévues dans le cadre de cette composante pour la deuxième année. Il s'agit :

- de la sensibilisation pour l'annulation de la dette du Tiers Monde dans le cadre de la journée mondiale pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (15/07/01)
- du rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté ;
- de la sensibilisation dans le cadre de la journée mondiale de la pauvreté (17/10/01).

3.2.3.1) Forum sur l'annulation de la dette du Tiers Monde

3.2.3.1.1.) Objectif

Sensibilisation pour l'annulation de la dette du Tiers Monde dans le cadre de la journée mondiale pour l'annulation de la dette du TM.

3.2.3.1.2) Activités

Forum de la cellule nationale impliquant la presse, les organisations de la société civile, des universitaires et personnes ressources dans la sensibilisation pour l'annulation de la dette.

3.2.3.1.3) Résultats attendus

A l'occasion de la journée mondiale de la dette :

- mobiliser la société civile sur l'épineuse problématique de la dette du tiers monde ;
- sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur la nécessité de l'annulation de la dette ;
- recenser et /ou produire des alternatives pour sortir de l'endettement et de la pauvreté.

3.2.3.1.4) Cibles

- Organisation de la société civile ;
- Presse locale ;
- Universitaires et personnes ressources ;
- Opinion nationale et internationale.

3.2.3.2) Forum sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté

3.2.3.2.1) Objectif

Echange d'expériences entre des leaders des organisations de la société civile pour une meilleure approche de lutte contre la pauvreté.

3.2.3.2.2) Objectifs spécifiques

Stratégies de mobilisation et de fédération de la société civile

Exposé d'expériences pertinentes de lutte contre la pauvreté

Visites de terrain

Echanges d'expériences

3.2.3.2.3) Résultats attendus

- Appréciation critique des stratégies de lutte contre la pauvreté
- Les leaders de la société civile sont sensibilisés sur la nécessité d'une approche participative dans la lutte contre la pauvreté
- Les OSC ont pris conscience de leur rôle dans la participation au développement en synergie avec les autres acteurs du développement
- Les OSC ont examiné les mécanismes d'unification de la société civile pour l'obtention de résultats probants de réduction de la pauvreté

3.2.3.2.4) Cibles

- Leaders de la société civile
- Bailleurs de fonds
- Décideurs publics
- Secteur privé
- Universitaires / chercheurs / personnes ressources

3.2.3.3) Sensibilisation dans le cadre de la journée mondiale de la pauvreté

3.2.3.3.1) Objectif

Sensibiliser les acteurs du développement (Etat, société civile, secteur privé, bailleurs de fonds) sur la pauvreté et la mise en œuvre de mécanismes pour son éradication.

3.2.3.3.2) Activité

Journée de sensibilisation impliquant les médias, les organisations de la société civile, des universitaires, des chercheurs et des personnes ressources.

3.2.3.3.3) Résultats attendus

Les acteurs du développement (Etat, société civile, secteur privé et bailleurs de fonds) sont sensibilisés sur la pauvreté (ses différentes manifestations, les mécanismes, de réduction de la pauvreté, l'approche participative, etc...)

Les participants à la journée ont échangé d'expérience et examiné des alternatives de lutte contre la pauvreté par rapport à toutes les politiques mises en œuvre qui ont entraîné un approfondissement de la pauvreté.

3.2.3.3.4) Cibles

- Organisation de la société civile
- Presse locale
- Universitaires, personnes ressources, chercheurs
- Opinion nationale et internationale
- Bailleurs de fonds

3.2.4) Tableau récapitulatif (planning)

Composante « Observatoire des tendances »

Objectifs	Activités	Résultats attendus	Cibles	Durée période	Coûts	Préalables
<p>Connaître les tendances économiques, sociales et politiques qui caractérisent notre pays</p>	<p>1. Production d'analyses sur les tendances économiques, sociales et politiques et identification des questions critiques nécessitant des analyses et des recherches prioritaires</p> <p>2. Définition des lignes d'action afin de renforcer la société civile et les actions de développement participatif</p>	<p>Une évaluation critique des politiques nationales de développement et une étude sur l'analyse des comportements face aux politiques macro économiques</p>	<p>Gouvernement, partenaires institutionnels (bailleurs de fonds, structures d'appui au développement local, collectivités locales, partis politiques, société civile)</p>	<p>03 mois fév. 2001</p>	<p>3,5 millions</p>	<p>Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières.</p> <p>Elaboration des termes de référence des études</p>

Composante «échanges entre associations à la base»

Objectifs	Activités	Résultats attendus	Cibles	Durée période	Coûts	Préalables	Lieu
Favoriser les échanges à la base (leaders) entre organisations de même catégorie sociale, socio professionnelle	Forum nationale des syndicats	Echanges d'expériences entre organisations syndicales Renforcement des capacités de négociation et de plaidoyer	Leaders d'organisations syndicales (30)	05 jours Avril 2001	5 millions	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières Elaboration des termes de référence	Thiès
Finaliser la mise en place des coalitions régionales Favoriser les échanges entre les organisations de la société civile membres des coalitions régionales Identification des activités des coalitions régionales	Rencontre avec les coalitions régionales des dix régions du Sénégal	Les coalitions régionales sont en place et fonctionnent régulièrement Ce cadre de concertation permet aux OSC d'échanger d'expérience et d'élaborer des stratégies communes de bonne gouvernances et de lutte contre la pauvreté Des activités sont identifiées par les coalitions régionales	Les dix coalitions régionales composées des Osc	30 jours mars 2001	3.750 millions	Disponibilité des ressources Elaboration des TDR	10 régions du Sénégal

Composante «Formation /sensibilisation / dialogue social et politique»

Objectifs	Activités	Résultats attendus	Cibles	Durée période	Coût
1. Sensibilisation pour l'annulation de la dette du Tiers Monde dans le cadre de la journée mondiale de la dette	Forum de sensibilisation et d'échanges sur la dette du Tiers Monde	A l'occasion de la journée mondiale : Mobiliser la société civile sur la question de l'annulation de la dette du tiers Monde ; Sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur la nécessité de l'annulation de la dette du Tiers Monde	Organisation de la société civile Presse locale Universitaires Opinion nationale et internationale	01 jour 15 juillet 2001	825 000

<p>2. Echanges d'expérience entre des leaders de la société civile pour une meilleure approche des stratégies de lutte contre la pauvreté ;</p> <p>Objectifs spécifiques</p> <p>1. <i>Stratégies de mobilisation et de fédération de la société civile</i></p> <p>3. <i>Exposés d'expériences pertinentes de lutte contre la pauvreté</i></p> <p>3. <i>Visite de terrain</i></p> <p>4. <i>Echanges d'expériences</i></p>	<p>Forum sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté</p>	<p>Au terme des échanges, les participants seront plus sensibilisés sur leur rôle dans la lutte contre la pauvreté, sur la nécessité de leur participation au développement en synergie avec les autres acteurs, auront apprécié de façon critique les stratégies de lutte contre la pauvreté et examiné les mécanismes de fédération de la société civile</p>	<p>Leaders de la société civile ; Baillleurs de fonds Décideurs ; Secteur privé ; Universitaires Médiats (30)</p>	<p>03 jours juin 2001</p>	<p>5 millions</p>	<p>Saint-Lou Dakar</p>
--	--	--	---	-------------------------------	-------------------	----------------------------

<p>3. Sensibiliser les acteurs du développement sur la pauvreté et les mécanismes et stratégies mises en œuvre pour son éradication</p>	<p>Journée de sensibilisation dans le cadre de la journée mondiale de la pauvreté</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les acteurs du développement (Etat, société civile, secteur privé et bailleurs de fonds) sont sensibilisés sur la pauvreté (ses différentes manifestations, les mécanismes de réduction de la pauvreté, le partenariat, l'approche participative) • Les participants à la journée ont échangé d'expérience et examiné les alternatives de lutte contre la pauvreté 	<p>OSC Presse locale Universitaires Personnes ressources Chercheurs Opinion national et internationale</p>	<p>01 jour (17/10/01)</p>	<p>825 000</p>	<p>Dakar Kolda</p>
---	---	---	--	-------------------------------	----------------	------------------------

Coordination, suivi et évaluation

Objectifs	Activités	Résultats attendus	Cibles	Durée / période	Coûts	Préalable	Lieu
OK	Réunions de la cellule nationale		Cellule nationale	Année	750 000		Dakar
OK	Journée d'études		Cellule Nationale Bailleurs de fonds Décideurs Société Civile	Année		750 000	Dakar
	Suivi des activités sur le terrain		Partenaires			700 000	Régions
OK	Insertions publicitaires		ONG Cabinets Consultants			600 000	Dakar
	Divers imprévus					320 000	

Handwritten notes:
 - A circled 'X' with 'OK' written above it.
 - 'Suivi des activités sur le terrain' written vertically in the second column.
 - 'OK' written in the first column of the fourth row.

Handwritten calculations:
 1350 000
 135 000

 1215 000

IV/ BUDGET

4.1 Budget détaillé de l'année 2

1) Fonctionnement

A miser?

1.1) Salaires et charges sociales 7 000 000 F CFA

1.2) Equipement (néant)

1.3) Charges récurrentes de fonctionnement

1.3.1) Fournitures de bureau (1)

75 000 F CFA x 12 900 000 F CFA

1.3.2) Téléphone (2)

Fixe : 120 000 F CFA/bimestre x 06 720 000 F CFA X

Mobile : 30 000 F CFA /mois x 12 360 000 F CFA

1.3.3 Electricité

25 000 F CFA/bimestre x 06 150 000 F CFA

1.3.4 Eau

15 000 F CFA /bimestre x 6 90 000 F CFA

1.3.5. Transport et communication (3)

52 500 F CFA/mois x 12 630 000 F CFA

1.3.6. Divers et imprévus (4)

12 500 F CFA/mois x 12 150 000 F CFA

TOTAL (1.3)

3 000 000 F CFA

(1) Fournitures de bureau
Consommables / cartouche imprimante
Photocopies (en cas d'indisponibilité de la photocopieuse du
CONGAD)

(2) Téléphone (y compris la connexion sur Internet)

(3) Le programme ne disposant pas de véhicule, il s'agit des frais de déplacement par taxi du coordonnateur à Dakar pour participer aux réunions, séances de travail, rencontres avec les partenaires, etc...

Les frais de communication concernent l'expédition du courrier.

(4) Les divers et imprévus représentent environ 5 % du total des charges récurrentes de fonctionnement.

1.4) Frais de coordination, suivi et évaluation des activités

1.4.1) Réunion de la cellule Nationale (1) 2 500 F CFA x 25 x 12	750 000 F CFA
1.4.2) Journées d'étude de la Cellule Nationale (2) (3) 7 500 F CFA x 25 x 04	750 000 F CFA
1.4.3) Suivi des activités sur le terrain (4) 20 000 F CFA x 3 jrs x 2 pers x 04 act	480 000 F CFA
1.4.4) Location véhicule dans le cadre de la préparation et du suivi des activités sur le terrain 50 000 F CFA x 12 jrs Carburant	600 000 F CFA 100 000 F CFA
1.4.5) Frais d'insertion publicitaire (annonce d'événement, appel d'offres) 150 000 F CFA x 04	600 000 F CFA
1.4.6) Divers et imprévus (10 % du total)	320 000 F CFA

<u>TOTAL (1.4)</u>	<u>3 600 000 F CFA</u>

- (1) Une réunion par mois pour 25 personnes avec pause café

- (2) Quatre (04) journées d'étude sont organisées dans l'année pour la préparation des programmes d'activités, l'approbation des rapports trimestriels et l'élaboration de documents de travail. Il est prévu une pause café et un repas.

- (3) Les réunions des commissions spécifiques (dépouillement des appels d'offres ou examen des rapports provisoires ou d'étapes) n'ont pas été budgétisés.

- (4) Chacune des activités prévues fait l'objet d'une visite de préparation et de suivi sur le terrain par le coordonnateur accompagné d'un chauffeur. Le taux de perdiem est de 20 000 F CFA/jour avec une moyenne de trois jours par activité y compris la durée du voyage.

2) Activités

Les budgets réalisés durant la première année ont servi de base d'estimation pour la 2^{ème} année. Il s'agit de :

- Observatoire des tendances : 3 500 000 F CFA
pour la réalisation de l'étude « connaître les
tendances économiques sociales
et politiques qui caractérisent notre pays

- Echanges entre associations à la base 8 750 000 F CFA
 - Forum national des syndicats 5 000 000 F CFA
 - Rencontre avec les coalitions régionales 3 750 000 F CFA

- Sensibilisation, dialogue social
et politique 6 000 000 F CFA
 - Sensibilisation pour l'annulation de la dette du Tiers Monde
dans le cadre de la journée mondiale
de la dette 825 000 F CFA

 - Forum sur le rôle de la société civile dans la lutte
contre la pauvreté 5 000 000 F CFA

 - Sensibilisation sur la pauvreté dans le cadre
de la journée mondiale sur la pauvreté 825 000 F CFA

2.1) Budget de l'étude « connaître les tendances économiques, sociales et politiques qui caractérisent notre pays »

Consultant 15 jrs x 02 pers x 60 000 F CFA	1 800 000 F CFA
Enquêteurs 45 jrs x 5 x 20 000 F CFA	500 000 F CFA
Logistiques (transports, fournitures, perdiems) Secrétariat, reprographie)	700 000 F CFA
Divers et imprévus	500 000 F CFA
TOTAL	3 500 000 F CFA

2.2) Budget forum national des syndicats et du forum sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté

Consultant 10 jrs x 02 pers x 60 000 F CFA	1 200 000 F CFA
Centre FORET : repas, pause café, hébergement et matériel didactique 23 000 F CFA x 230 pers x 05 jrs	2 875 000 F CFA
Faux frais / participants 4 000 F CFA x 25 pers x 5 jrs	500 000 F CFA
Transport / forfait 10 000 F CFA x 25 pers	250 000 F CFA
Couverture médiatique	100 000 F CFA
Divers et imprévus	75 000 F CFA>
TOTAL	5 000 000 F CFA

2.3) Rencontre avec les coalitions régionales des 10 régions du Sénégal

Perdiem 3 pers x 3 jrs x 10 x 20 000 F CFA	1 800 000 F CFA
Location véhicule 50 000 F CFA x 3 jrs x 10	1 500 000 F CFA
Carburant	200 000 F CFA
Couverture médiatique	100 000 F CFA
Divers et imprévus	150 000 F CFA
TOTAL	3 750 000 F CFA

Nb) Les séances de travail avec les coalitions régionales de la société civile impliquent le coordonnateur, un membre de la cellule nationale et éventuellement toute autre personne désignée par le PNUD et le PELCP. Trois personnes par destination, y compris le chauffeur et 03 jours en moyenne par région, y compris la durée du voyage

2.4) Journée de sensibilisation à Dakar (30 personnes)

Tee shirt et casquettes	350 000 F CFA
Véhicule et carburant (CONGAD)	
Couverture médiatique	100 000 F CFA
Transport / participants 2 000 F CFA x 30 pers	60 000 F CFA
Repas et pause café 8 000 F CFA x 30 pers	240 000 F CFA
Divers et imprévus	50 000 F CFA
TOTAL	820 000 F CFA

2.5) Journée de sensibilisation dans une région (30 personnes)

Tee shirt et casquettes	350 000 F CFA
Véhicule (CONGAD)	
Carburant	50 000 F CFA
Couverture médiatique	100 000 F CFA
Transport / participants 2 000 F CFA x 30 pers	60 000 F CFA
Repas et pause café 8 000 F CFA x 30 pers	240 000 F CFA
Perdiem (délégation de 03 personnes) 20 000 F CFA x 3 x 3 jrs	180 000 F CFA
Divers et imprévus	75 000 F CFA
TOTAL	1 055 000 F CFA

4.2) Budget de synthèse de l'année 2

Période Rubriques	AN 2	
	\$	F CFA
I/ Fonctionnement	20 923	13 600 000
1.1) Salaires et charges sociales		7 000 000 x
1.2) Equipement		-
1.3) Charges récurrentes de fonctionnement		3 000 000
1.4) Frais de coordination , suivi évaluation		3 600 000
1.5) Local et secrétariat (contribution du CONGAD)		-
II/ Activités	29 077	18 900 000
2.1) Observatoire des tendances		3 500 000
2.2) Echanges à la base		8 750 000
2.3) Dialogue social et politique		6 650 000
TOTAL GENERAL	50 000	32 500 000

NB) La budgétisation est effectuée suivant un taux moyen du dollar à 650 F CFA.

4.3) Budget total (année 1 et 2)

Période	AN 1	AN 2	F CFA
Rubriques			
Fonctionnement : 25 000 \$	16 500 000	13 600 000	30 100 000
1.1) Salaires et charges sociales	7 000 000	7 000 000	14 000 000
1.2) Equipement	3 500 000	-	3 500 000
1.3) Charges récurrentes de fonctionnement	2 500 000	3 000 000	5 500 000
1.4) Frais de coordination , suivi évaluation	3 500 000	3 600 000	7 100 000
1.5) Local et secrétariat (contribution du CONGAD)	-	-	-
II/ Activités	14 854 750	18 200 000	33 754 750
2.1) Observatoire des tendances	3 500 000	3 500 000	7 000 000
2.2) Echanges à la base	7 700 000	8 750 000	16 450 000
2.3) Dialogue social et politique	3 654 750	6 650 000	10 304 750
TOTAL GENERAL	31 354 750	32 500 000	63 854 750

Le taux de change \$ est de 627,09 F CFA la première année.

En deuxième année le taux prévisionnel s'élève à 650 F CFA

4.4) Commentaires

Le schéma de financement de la première année est reconduit pour la deuxième année avec seulement quelques réaménagements :

4.4.1) En deuxième année, une réaffectation budgétaire a été effectuée par annulation de la rubrique «équipement » dont le montant a été réparti pour l'essentiel entre les activités.

On constate donc une nette augmentation des activités par rapport au fonctionnement.

4.4.2) Le taux de change effectif du \$ est de 627,09 F CFA en première année.

Le taux prévisionnel de la deuxième année s'élève à 650 F CFA (base sur laquelle le budget a été élaboré).

4.4.3) Il est prévu une contribution du CONGAD au fonctionnement et aux activités. Il s'agit notamment :

- des locaux ;
- du secrétariat
- des moyens de déplacement internes et externe
- de la connexion à INTERNET
- de la logistique etc...